



Brussels
13/07/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	DEFIS.D.1
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	520390
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q4 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	25/09/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
13/07/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

The Directorate-General for Defence Industry and Space (DG DEFIS) leads the European Commission's activities in the European defence industry and European space Policy. The Unit for Space Policy (DEFIS.D.1) plays a pivotal role in shaping the European Union's space policy, driving innovation and competitiveness in the EU space industry. As part of the Directorate-General for Defence Industry and Space (DEFIS), our unit is responsible for designing and implementing a cohesive and overarching EU Space policy, including the EU Space Programme, to contribute to the competitiveness and resilience of EU space, including Access to space and supply chains, and to support the development of a greener and more digitalised Europe. compete globally.

The unit's main activities include:

- Developing and delivering a comprehensive European Space Policy;
- Implementing the EU Space Programme, preparing the legislative acts in the area of space and contributing to the development of the next Multi-annual financial framework, including the European Competitiveness Fund;
- Developing and implementing an EU launcher Access to Space policy
- Defining and promoting EU space industry/economy policy, resilience of supply chains, and relation with industrial stakeholders;
- Fostering institutional relations in the space sector, notably through cooperation with Member States, as well as horizontal relations with European Union Space Programme Agency and the European Space Agency, and ensuring effective inter-service coordination in space, notably through the Interservice Task force for Space.

Job presentation:

A challenging and rewarding SNE post for a colleague who would like to join a dynamic and diverse unit with a friendly atmosphere and interesting diversified topics.

The new colleague will:

- Contribute to the development and formulation of EU / Commission policies in the field of space, to support the space ecosystem, in particular in the area of access to space, space Research & Innovation, resilience, sustainability and competitiveness.
- Contribute to the development of a fully-fledged EU access to space policy and programme component, covering, but not limited to, the definition of a long-term vision, the development and formulation of an aggregation and joint procurement framework for European institutional demand for launch services, as well as launcher research and innovation, and ground infrastructure.
- Contribute to the implementation of Pilot Projects or Preparatory Actions on Access to space.
- Contribute to the development of the initiatives of the Directorate General and the Commission, specifically with regard to the policy areas of the Commissioner, such as technological resilience and non-dependence.



- Prepare informative briefings, reports, and background notes on a range of space related topics, in particular access to space and contribute to organise the annual conference on EU Access to Space;
- Support the organisation and reporting of meetings, including the Inter-Service Group on Space with other DGs and agencies; the Space Programme Committee with Member Expert Groups with Member States or Industry.

Jobholder profile:

Diploma

- university degree or
- professional training or professional experience of an equivalent level in the field(s) :
 - Space;
 - Engineering;
 - Economy

Professional experience: at least 5 years

Domains:

TECHNOLOGIES and ENGINEERING in SCIENCE and INDUSTRY
SPACE
SPACE POLICY (EU/national level)
SPACE PROGRAMME (EU/national level)
ACCESS TO SPACE

- Good knowledge in the field of space, in particular the access the space
- Outstanding analysis, synthesis and writing skills;

Language(s) necessary for the performance of duties

Excellent spoken and written knowledge of English

The post requires candidates to be in possession of a valid Personnel Security Clearance (PSC) at EU Secret level.



Brussels
13/07/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

La Direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG DEFIS) dirige les activités de la Commission européenne dans les domaines de l'industrie européenne de la défense et de la politique spatiale européenne.

L'unité « Politique spatiale » (DEFIS.D.1) joue un rôle essentiel dans l'élaboration de la politique spatiale de l'Union européenne, en stimulant l'innovation et la compétitivité de l'industrie spatiale de l'UE. En tant que composante de la Direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG DEFIS), notre unité est chargée de concevoir et de mettre en œuvre une politique spatiale de l'UE cohérente et globale, y compris le programme spatial de l'UE, afin de contribuer à la compétitivité et à la résilience du secteur spatial européen, notamment en matière d'accès à l'espace et de chaînes d'approvisionnement, et de soutenir le développement d'une Europe plus verte et plus numérique.

Les principales activités de l'unité comprennent :

- Élaborer et mettre en œuvre une politique spatiale européenne globale ;
- Mettre en œuvre le programme spatial de l'UE, préparer les actes législatifs dans le domaine spatial et contribuer à l'élaboration du prochain cadre financier pluriannuel, y compris le Fonds européen pour la compétitivité ;
- Élaborer et mettre en œuvre une politique européenne d'accès à l'espace pour les lanceurs ;
- Définir et promouvoir la politique de l'UE en matière d'industrie et d'économie spatiales, de résilience des chaînes d'approvisionnement, ainsi que les relations avec les acteurs industriels ;
- Favoriser les relations institutionnelles dans le secteur spatial, notamment par la coopération avec les États membres, ainsi que les relations horizontales avec l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial et l'Agence spatiale européenne, et assurer une coordination interservices efficace dans le domaine spatial, notamment par l'intermédiaire du groupe de travail interservices sur l'espace.

Présentation du poste:

Un poste stimulant et enrichissant de END (Expert national détaché) à un(e) collègue souhaitant rejoindre une unité dynamique et diversifiée, offrant une ambiance de travail conviviale et des sujets variés et passionnants.

Le/la nouveau(elle) collègue :

- Contribuera à l'élaboration et à la définition des politiques de l'UE/de la Commission dans le domaine spatial afin de soutenir l'écosystème spatial, en particulier dans les domaines de l'accès à l'espace, de la recherche et de l'innovation spatiales, de la résilience, de la durabilité et de la compétitivité ;



- Contribuera à l'élaboration d'une politique et d'une composante de programme européennes pleinement développées en matière d'accès à l'espace, couvrant notamment la définition d'une vision à long terme, l'élaboration d'un cadre d'agrégation et de passation conjointe de marchés pour la demande institutionnelle européenne en services de lancement, ainsi que la recherche et l'innovation relatives aux lanceurs et aux infrastructures au sol ;
- Contribuera à la mise en œuvre de projets pilotes ou d'actions préparatoires dans le domaine de l'accès à l'espace ;
- Contribuera au développement des initiatives de la Direction générale et de la Commission, notamment dans les domaines relevant des priorités du Commissaire, tels que la résilience technologique et la non-dépendance ;
- Préparera des notes d'information, rapports et documents de référence sur différents sujets liés à l'espace, en particulier l'accès à l'espace, et contribuera à l'organisation de la conférence annuelle de l'UE sur l'accès à l'espace ;
- Soutiendra l'organisation et le suivi des réunions, notamment du Groupe interservices sur l'espace avec les autres directions générales et agences, du Comité du programme spatial avec les groupes d'experts des États membres ou de l'industrie.

Profil du titulaire du poste:

Diplôme

diplôme universitaire ; ou

formation professionnelle ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent.

Domaines :

- Espace ;
- Ingénierie ;
- Économie.

Expérience professionnelle

Au moins 5 ans.

Domaines d'expertise

TECHNOLOGIES ET INGÉNIERIE DANS LES DOMAINES DE LA SCIENCE ET DE L'INDUSTRIE

ESPACE

POLITIQUE SPATIALE (niveau UE/national)

PROGRAMME SPATIAL (niveau UE/national)

ACCÈS À L'ESPACE

- Bonne connaissance du domaine spatial, en particulier de l'accès à l'espace ;
- Excellentes capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction.

Langue(s) nécessaire(s) à l'exercice des fonctions

Excellente maîtrise de l'anglais, à l'oral comme à l'écrit.

Le poste exige que les candidat(e)s soient titulaires d'une habilitation de sécurité du personnel (Personnel Security Clearance – PSC) valide au niveau EU Secret.



Brussels
13/07/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die Generaldirektion Verteidigungsindustrie und Weltraum (GD DEFIS) leitet die Aktivitäten der Europäischen Kommission im Bereich der europäischen Verteidigungsindustrie und der europäischen Weltraumpolitik.

Das Referat Weltraumpolitik (DEFIS.D.1) spielt eine zentrale Rolle bei der Gestaltung der Weltraumpolitik der Europäischen Union und fördert Innovation und Wettbewerbsfähigkeit der europäischen Raumfahrtindustrie. Als Teil der Generaldirektion Verteidigungsindustrie und Weltraum (GD DEFIS) ist unser Referat für die Konzeption und Umsetzung einer kohärenten und umfassenden EU-Weltraumpolitik, einschließlich des EU-Weltraumprogramms, verantwortlich. Ziel ist es, die Wettbewerbsfähigkeit und Resilienz des europäischen Raumfahrtsektors, insbesondere im Bereich des Zugangs zum Weltraum und der Lieferketten, zu stärken sowie die Entwicklung eines grüneren und stärker digitalisierten Europas zu unterstützen.

Zu den wichtigsten Aufgaben des Referats gehören:

- Entwicklung und Umsetzung einer umfassenden europäischen Weltraumpolitik;
- Umsetzung des EU-Weltraumprogramms, Ausarbeitung von Rechtsakten im Bereich der Raumfahrt sowie Mitwirkung an der Entwicklung des nächsten Mehrjährigen Finanzrahmens einschließlich des Europäischen Wettbewerbsfonds;
- Entwicklung und Umsetzung einer EU-Politik für den Zugang zum Weltraum im Bereich der Trägerraketen;
- Festlegung und Förderung der EU-Politik für die Raumfahrtindustrie und -wirtschaft, die Resilienz der Lieferketten sowie die Zusammenarbeit mit industriellen Akteuren;
- Förderung der institutionellen Zusammenarbeit im Raumfahrtsektor, insbesondere mit den Mitgliedstaaten, sowie der horizontalen Zusammenarbeit mit der Agentur der Europäischen Union für das Weltraumprogramm und der Europäischen Weltraumorganisation sowie Sicherstellung einer wirksamen ressortübergreifenden Koordinierung im Raumfahrtbereich, insbesondere über die Interservice Task Force für den Weltraum.

Stellenbeschreibung:

Eine anspruchsvolle und abwechslungsreiche Stelle als abgeordnete nationale Expertin bzw. abgeordneter nationaler Experte (SNE) für Kolleginnen und Kollegen, die Teil eines dynamischen und vielfältigen Referats mit angenehmer Arbeitsatmosphäre und spannenden Themen werden möchten.

Die neue Kollegin bzw. der neue Kollege wird:

- Zur Entwicklung und Ausgestaltung der EU-/Kommissionspolitik im Bereich der Raumfahrt beitragen, um das Raumfahrtökosystem zu unterstützen, insbesondere in den



Bereichen Zugang zum Weltraum, Forschung und Innovation, Resilienz, Nachhaltigkeit und Wettbewerbsfähigkeit;

- Zur Entwicklung einer umfassenden EU-Politik und Programmkomponente für den Zugang zum Weltraum beitragen, einschließlich der Definition einer langfristigen Vision, der Entwicklung und Ausgestaltung eines Rahmens für die Bündelung und gemeinsame Beschaffung institutioneller europäischer Nachfrage nach Startdiensten sowie für Forschung und Innovation im Bereich der Trägerraketen und der Bodeninfrastruktur;
- Zur Umsetzung von Pilotprojekten oder vorbereitenden Maßnahmen im Bereich des Zugangs zum Weltraum beitragen;
- Zur Entwicklung von Initiativen der Generaldirektion und der Europäischen Kommission beitragen, insbesondere in den politischen Zuständigkeitsbereichen der Kommissarin bzw. des Kommissars, wie technologische Resilienz und strategische Unabhängigkeit;
- Informationsunterlagen, Berichte und Hintergrundvermerke zu verschiedenen Raumfahrtthemen, insbesondere zum Zugang zum Weltraum, vorbereiten sowie zur Organisation der jährlichen EU-Konferenz zum Zugang zum Weltraum beitragen;
- Die Organisation und Berichterstattung über Sitzungen unterstützen, einschließlich der Interservice-Gruppe „Weltraum“ mit anderen Generaldirektionen und Agenturen sowie des Weltraumprogramm-Ausschusses mit Expertengruppen der Mitgliedstaaten oder der Industrie.

Anforderungsprofil:

Abschluss

- Hochschulabschluss; oder
- Berufsausbildung oder gleichwertige Berufserfahrung.

Fachgebiete:

Raumfahrt;

Ingenieurwesen;

- Wirtschaft.

Berufserfahrung

Mindestens 5 Jahre.

Fachgebiete

TECHNOLOGIEN UND INGENIEURWESEN IN WISSENSCHAFT UND INDUSTRIE

RAUMFAHRT

WELTRAUMPOLITIK (EU-/nationale Ebene)

WELTRAUMPROGRAMM (EU-/nationale Ebene)

ZUGANG ZUM WELTRAUM

- Gute Kenntnisse im Bereich der Raumfahrt, insbesondere des Zugangs zum Weltraum;
- Hervorragende Analyse-, Synthese- und Redaktionsfähigkeiten.

Für die Wahrnehmung der Aufgaben erforderliche Sprachkenntnisse

Ausgezeichnete mündliche und schriftliche Englischkenntnisse.

Für die Stelle ist eine gültige Personensicherheitsüberprüfung (Personnel Security Clearance – PSC) auf der Geheimhaltungsstufe EU Secret erforderlich.



EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
HUMAN RESOURCES AND SECURITY
Competitions, Selections & Secondments



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“